



CORPORATION ÉLÉMENTS CRITIQUES

(une société d'exploration)

RAPPORT DE GESTION

Pour la période de six mois close le 28 février 2014

(deuxième trimestre)

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion (le « rapport ») de Corporation Éléments Critiques (« Critical Éléments » ou la « Société ») est conforme au règlement 51-102A des Autorités canadiennes en valeurs mobilières en matière d'information continue.

Le rapport présente le point de vue de la direction de Critical Éléments sur les résultats que la Société a obtenus au cours de la période de six mois close le 28 février 2014 ainsi que sa situation financière et ses perspectives d'avenir. Les commentaires et analyses qui suivent complètent les états financiers intermédiaires résumés non vérifiés pour la période de six mois close le 28 février 2014 sans en faire partie.

Les présents états financiers annuels audités ont été préparés par la direction de la Société conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Toutes les données sont libellées en dollars canadiens à moins d'indication contraire. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : www.sedar.com. Les actions de Critical Éléments sont inscrites sur la Bourse de croissance TSX sous le symbole CRE, à la bourse internationale OTCQX sous le symbole CFEF et à la bourse de Francfort sous le symbole F12.

DATE

Le rapport a été préparé avec l'information disponible en date du 16 avril 2014.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES RENSEIGNEMENTS PROSPECTIFS

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux activités futures. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme « anticiper », « prévoir », « estimer », « évaluer », « projeter », « planifier » et « croire ». Des énoncés prospectifs comportent des risques, des incertitudes et des éléments qui pourraient faire en sorte que les véritables résultats diffèrent des résultats prédits ou sous-entendus par ces mêmes énoncés prospectifs. Il existe de nombreux facteurs qui pourraient causer une telle disparité, notamment l'instabilité des prix du marché des métaux, les répercussions des fluctuations des cours de change des devises étrangères et des taux d'intérêt, des réserves mal estimées, les risques pour l'environnement (réglementation plus sévère), les situations géologiques imprévues, les conditions défavorables à l'extraction, les changements de réglementation et de politiques gouvernementales (lois ou politiques), le défaut d'obtenir les permis nécessaires et les approbations des instances gouvernementales, ou tout autre risque lié à l'exploitation et au développement.

Même si la Société croit que les hypothèses découlant des énoncés prospectifs sont plausibles, il est fortement recommandé de ne pas accorder une confiance excessive à ces énoncés, qui ne sont valables qu'au moment de la rédaction de ce document. La Société décline toute intention ou obligation en ce qui concerne la mise à jour ou la révision d'un énoncé prospectif quelconque, peu importe si le ou les énoncés concernés doivent être révisés à la lumière de nouveaux renseignements, de nouvelles situations ou de tout autre nouveau facteur à moins d'y être tenus selon les lois sur les valeurs mobilières applicables.

NATURE DES ACTIVITÉS

Corporation Éléments Critiques est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. La Société est engagée dans l'acquisition de propriétés minières, dans l'exploration et la mise en valeur de ces propriétés. Les activités de Critical Éléments sont exercées au Canada.

PERFORMANCE GLOBALE

MATCHI-MANITOU – PROJET DE CUIVRE, ZINC, OR ET ARGENT

Description de la propriété

La propriété est composée de 29 titres miniers situés dans les cantons Tavernier et Pershing en Abitibi, dans la province de Québec. La Société détient un intérêt de 71 % dans cette propriété.

Travaux effectués au cours de la période

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2013, la Société a procédé à la dépréciation de cette propriété afin de concentrer ses énergies et ses capitaux sur ses propriétés les plus prometteuses. La Société en conserve cependant tous les droits.

CROINOR 1 – PROJET D'OR

Description de la propriété

Le projet Croinor comprend un bail minier de 90 hectares situé à environ 75 km par route à l'est de Val-d'Or. La Société est partie prenante à une entente de coparticipation avec la société publique Ressources X-Ore inc., une filiale de Blue Note Mining inc., dans laquelle chaque société participera à 50 % des travaux de prospection et de mise en valeur et s'il y a lieu, de la mise en exploitation d'une mine sur la propriété Croinor.

Le 22 février 2012, une estimation des ressources et étude de préfaisabilité (l'« étude de préfaisabilité ») conforme au Règlement 43-101 a été complétée par InnovExplo. L'étude de préfaisabilité présente un plan de production de 5 ans (58 mois) à un taux de production de 425 tonnes par jour passant à 675 tonnes par jour au cours de l'an 4 avec des réserves minérales prouvées et probables de 566,872 tonnes contenant 120 883 onces d'or. La production annuelle à pleine capacité atteindra 41 578 onces d'or. Le coût global est de US\$ 1 032 l'once d'or avec une composante de coût d'exploitation de US\$ 762 l'once d'or. L'étude de préfaisabilité a également mis en évidence l'excellent potentiel d'accroître les ressources en effectuant des forages additionnels en surface et souterrains, ce qui permettra d'accroître la durée de vie de la mine et d'améliorer le solide profil économique du projet.

L'étude de préfaisabilité comprend une mise à jour des réserves et des ressources minérales pour ce qui est des ressources mesurées et indiquées. Une deuxième étude a été réalisée afin d'évaluer l'incidence des ressources présumées sur la rentabilité du projet dans l'hypothèse de la conversion de ces ressources en ressources indiquées. Une évaluation économique préliminaire (l'« EEP ») qui comprend les ressources présumées susceptibles d'être exploitées a été complétée par InnovExplo le 4 avril 2012. L'ensemble des ressources présumées se trouve dans les environs immédiats des ressources indiquées. La majorité des ressources présumées sont présentes en périphérie des ressources indiquées et s'étendent sur un maximum de 70 mètres, et un nombre insuffisant de trous y ont été forés pour classer cette section dans la catégorie des ressources indiquées, bien qu'il soit relativement facile de convertir une partie ou la totalité des ressources présumées au moyen d'un forage de définition*.

L'EEP présente un plan de production de 5 ans (65 mois) à un taux de production de 425 tonnes par jour passant à 750 tonnes par jour au cours de l'an 4 avec des **ressources minérales susceptibles d'être exploitées*** de 583 285 tonnes (Mesurées+Indiquées) contenant 124 503 onces d'or et 105 876 tonnes (Présumées) contenant 24 287 onces d'or. La production annuelle à pleine capacité atteindra 47 477 onces d'or. Le coût global est de US\$ 959 l'once d'or avec une composante de coût d'exploitation de US\$ 731 l'once d'or.

*Les lecteurs sont avisés que les résultats de l'EEP sont de nature préliminaire; cette étude comprend des ressources minérales présumées qui sont de nature trop spéculative sur le plan géologique pour y appliquer une valeur économique permettant de les classer dans la catégorie des réserves minérales, et rien ne garantit que les résultats de l'EEP seront atteints. Les réserves minérales actuelles et l'étude de préfaisabilité demeurent en vigueur et valides à la lumière des hypothèses et des paramètres clés employés dans l'EEP.

Les résultats obtenus par Blue Note du programme de forage de 2011 démontrent clairement le potentiel d'accroître les ressources minérales de Croinor à l'est des réserves actuelles, à l'intérieur du bloc actuel de réserves, à l'ouest des réserves actuelles et en profondeur. Le programme de forage de 2011 a également permis d'identifier de la minéralisation aurifère près du contact de l'éponte inférieure entre le dyke de diorite et les volcaniques. Les intersections des sondages effectués sur la Section 750W comprenaient 21,70 g/t Au sur 1,0 mètre et 28,15 g/t d'or sur 1,0 mètre dans le CR-11-395, 9,62 g/t d'or sur 2,5 mètres incluant 17,83 g/t d'or sur 0,8 mètre dans le CR-11-398 et 44,04 g/t d'or sur 0,5 mètre dans le CR-11-400. Les sondages sur la Section 750W sont situés à 50 mètres à l'ouest du développement projeté des réserves actuelles de minerai. Des forages d'extension sur la Section 880W ont recoupé 4,04 g/t d'or sur 1,3 mètre et incluaient 6,88 g/t d'or sur 0,5 mètre, indiquant une continuité de la minéralisation aurifère plus loin vers l'ouest. Le sondage CR-11-408 a été foré sur la Section 750W afin de suivre l'inclinaison du sill de diorite et de tester de nouvelles lentilles aurifères en profondeur. Le sondage a été foré jusqu'à 751 mètres (660 mètres verticaux) et a intercepté plusieurs zones aurifères entre 51 et 654 mètres de profondeur verticale. Les résultats du trou CR-11-408 montrent clairement que la minéralisation de Croinor, tant pour ce qui est du type que de la densité, se prolonge jusqu'à 654 m en profondeur et demeure ouverte dans toutes les directions.

En novembre 2011, Blue Note a annoncé les résultats du programme de forage au diamant totalisant 3 000 m réalisé récemment à Croinor. Le programme de forage visait à étendre les limites des lentilles minéralisées dans la zone des réserves de minerai actuelles afin de permettre une meilleure délimitation aux fins de planification minière. Une minéralisation importante, variant de 1,10 g/t Au à 50,76 g/t Au, a été recoupée dans chaque trou du programme (voir communiqué de presse du 20 octobre 2011). Comme pour les précédents travaux de forage réalisés à proximité des réserves de minerai actuelles, les résultats de ce programme de forage continuent de démontrer la continuité des lentilles minéralisées et la possibilité d'augmenter les réserves à Croinor.

En ce qui concerne l'obtention des permis et les projets d'ingénierie initiés en 2010 en prévision d'une décision de production positive, la Société a reçu le Certificat d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) du gouvernement du Québec pour le projet aurifère Croinor, qui permet le développement de la mine et la production souterraine. L'étude de stabilité du pilier de couronne a été complétée et finalisée en avril 2011. Le plan de remise en état du site a également été complété. Les deux rapports seront déposés auprès du gouvernement du Québec lorsqu'une décision positive visant le début du dénoyage des infrastructures souterraines sera prise.

Notre partenaire Ressources X-Ore inc., a déposé une proposition, en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* le 1^{er} novembre 2013.

Le 17 décembre 2013, la Société a signé avec Ressources Monarques (« Monarques ») inc. une entente visant la vente d'un intérêt indivis de 50 % dans la propriété Croinor située dans la région de Val-d'Or. Monarques offre à la Société de lui acheter la propriété Croinor en échange des propriétés suivantes : Amiral, Arques, Bourier, Caumont, Dumulon, Duval, Lemare, Nisk, Rosebay et Valiquette situées à la Baie-James et de 500 000 actions ordinaires du capital social de Ressources Monarques inc. à un prix réputé de 0,15 \$ par action ordinaire (sujet à des périodes de détention volontaires). Cette offre est conditionnelle à l'obtention de l'approbation des autorités de réglementation compétentes et à ce qu'un jugement final soit rendu en vertu de la Loi permettant à Monarques d'acquérir le contrôle de Ressources X-Ore inc.

Travaux effectués au cours de la période

Il n'y a eu aucun travail au cours de la période.

PROPRIÉTÉ ROSE TANTALE- LITHIUM

Description de la propriété

La propriété est composée de 482 titres miniers représentant une superficie de 251.33 km². La propriété se retrouve dans le segment nord-est de la Province du Supérieur et à l'intérieur de la ceinture de roche verte d'Eastmain (NTS 33C/1). Boisvert (1989) décrit une variété de lithologies régionales incluant des schistes à biotite, gneiss, basaltes, dacites, quartzites, conglomérats, gabbros, granites et pegmatites. Les lithologies sont généralement bien foliées et orientées de direction sud-est, excepté les granites et pegmatites massifs non foliés. Les propriétés Lac Pivert et Rose sont l'hôte de pegmatites qui apparaissent en lentilles irrégulières, mais généralement continues à l'intérieur des schistes à biotites. Les lentilles de pegmatite peuvent atteindre 60 mètres d'épaisseur et 100 mètres de longueur. Collectivement elles forment un ensemble de longueurs kilométriques allant jusqu'à 300 mètres d'épaisseur.

Carlson (1962; MRNFQ rapport RP 483) a identifié des pegmatites enrichies en métaux rares dans la région. Des travaux complémentaires par le Ministère des Ressources naturelles et de la Faune Québec (le « MRNFQ ») ont mis à jour, en 1961, des indices minéraux appelés Rose et Lac Pivert qui démontreraient un contexte métallogénique similaire à celui de la découverte de Lithium One appelée Cyr Lithium.

L'indice du Lac Pivert (MRNFQ Fiche de Gîte 33C/01-0005) est l'hôte d'une pegmatite contenant 20 % de spodumène (un silicate d'aluminium et lithium), de béryl (un silicate d'aluminium et béryllium) avec des traces de molybdénite (un sulfure de molybdène). Des échantillons choisis ont donné jusqu'à 1,16 % Li (2,5 % Li₂O) et 74 ppm de Be (MRNFQ, 2001).

L'indice Rose consiste en dykes de pegmatites en échelon et individuellement et d'une épaisseur pouvant atteindre 15 mètres, recoupées de veines de quartz centimétriques. Le spodumène et le lépidolite (un silicate de potassium, aluminium et lithium) peuvent former des lentilles centimétriques allant jusqu'à former localement 40 % des pegmatites (MRNFQ, 2001). On a obtenu des échantillons choisis avec des teneurs allant jusqu'à 0,21 % Li (0,452 % Li₂O) et 129 ppm de Be.

Les anciens travaux régionaux sur les propriétés Rose et Lac Pivert (Carlson, 1962) ont rapporté des teneurs en métaux rares allant jusqu'à 2,5 % Li₂O, 1,300 ppm Rubidium, 130 ppm Beryllium, 70 ppm Niobium et 50 ppm de Tantale ce qui est typique des pegmatites à albite et spodumène (Cerny, 1991). Ce type de pegmatite est également associé au batholite de Preissac-Lacorne dans la partie sud de l'Abitibi près de Val-d'Or où elle fut l'objet d'une certaine production à la mine Québec Lithium (Boily, 1995; Mulja et al., 1995; Ste-Croix et Doucet, 2001).

En juillet 2011, la Société a publié une nouvelle estimation des ressources complétées par la firme InnovExplo de Val-d'Or. Voir le tableau ci-bas :

	Tonnes (x 1 000)	Li ₂ O équivalent (%)	Li ₂ O (%)	Ta ₂ O ₅ (ppm)	Rb (ppm)	Cs (ppm)	Be (ppm)	Ga (ppm)
Ressources minérales indiquées	26 500	1,30 %	0,98 %	163	2 343	92	128	66
Ressources minérales inférées	10 700	1,14 %	0,86 %	145	1 418	74	121	61

Les travaux réalisés, lors d'une courte campagne de prospection de 15 jours, ont permis la découverte d'au moins cinq nouvelles zones minéralisées rapportant des valeurs en Tantale allant jusqu'à 806 ppm Ta₂O₅ et 2,27 % Li₂O dans des échantillons en éclat. Tous les échantillons ont été prélevés dans des secteurs d'approximativement 10 kilomètres carrés avec une distance entre chacun variant de quelques mètres à quelques kilomètres. (Les échantillons en éclats sont sélectifs de par leur nature et ne peuvent être utilisés comme représentatifs du dépôt). Tous les résultats sont disponibles dans le communiqué de presse du 27 octobre 2011.

De plus, la Société a confié à la firme montréalaise GENIVAR Inc., (« GENIVAR ») la réalisation de l'étude d'impact environnemental (« EIE ») du Projet Rose Tantale-Lithium (« Projet Rose »). Cette étude, qui devrait être terminée en 2014, traitera de toutes les préoccupations et contraintes environnementales anticipées face au Projet Rose de même que des mesures d'atténuation proposées.

Les éléments étudiés lors de l'étude d'impact environnemental incluent :

- Climat et qualité de l'air;
- Bruit et vibrations;
- Géologie et géomorphologie;
- Hydrogéologie;
- Hydrologie et hydraulique;
- Eau, sédiments, benthos;
- Qualité des sols;
- Végétation;
- Populations terrestres et aviaires;
- Faune terrestre et habitat;
- Faune aquatique, semi-aquatique et habitat;
- Utilisation des terres par les autochtones;
- Socio-économie;
- Archéologie et patrimoine;
- Paysage.

Conformément à son approche locale, GENIVAR propose de faire participer la communauté locale crie durant les activités de terrain.

Le 21 novembre 2011, la Société a reçu les résultats positifs de l'Évaluation Économique Préliminaire (« PEA ») pour son Projet Rose situé sur le territoire de la Baie-James dans le Nord du Québec. Critical Elements détient la propriété exclusive du Projet Rose. L'étude de PEA a été réalisée par GENIVAR en collaboration avec BUMIGEME et InnovExplo.

FAITS SAILLANTS DE L'ÉVALUATION ÉCONOMIQUE PRELIMINAIRE :

L'analyse financière du Projet Rose est basée sur des prédictions de prix de 260 \$ US/kg (118 \$/lb) pour le Ta₂O₅ contenu dans le concentré de tantalite et de 6 000 \$ US/t pour le carbonate de lithium (Li₂CO₃).

Le taux de rendement interne (« TRI ») du Projet Rose est estimé à 25 % après impôts et la valeur actualisée nette (« VAN ») à 279 millions \$ CA à un taux d'escompte de 8 %. La période de recouvrement est estimée à 4,1 ans. Le TRI avant impôts du Projet Rose est estimé à 33 % et la VAN à 488 millions \$ CA à un taux d'escompte de 8 %.

**VAN EN FONCTION DU TAUX D'ESCOMPTE
Corporation Éléments Critiques – Projet Rose**

TAUX D'ESCOMPTE	VAN (avant impôts)	VAN (après impôts)
0 %	1 078 611 885 CA\$	665 122 755 CA\$
5,0 %	651 789 479 CA\$	387 145 131 CA\$
8,0 %	488 360 406 CA\$	279 358 227 CA\$
10,0 %	403 744 658 CA\$	223 097 949 CA\$
12,0 %	333 626 451 CA\$	176 175 210 CA\$

L'analyse économique est basée sur une vie de la mine de 17 ans, des coûts en capital de 268.6 millions \$ CA et des coûts d'exploitation de 67,65 \$ CA/tonne de minerai traitée. Les coûts d'immobilisation en cours de production sont estimés à 36.8 millions \$ CA. Ces estimations incluent une contingence de 10 % et assument la parité entre les dollars canadien et américain.

Une analyse de sensibilité a été complétée sur les flux de trésorerie du Projet Rose en appliquant une variation de $\pm 15\%$ sur le prix des commodités, les coûts en capital, les coûts d'exploitation et le taux de change entre les dollars canadien et américain. Cette analyse démontre que le Projet Rose est très sensible aux fluctuations de prix du carbonate de lithium, mais peu sensible aux variations de prix du concentré de tantalite, aux coûts d'exploitation et aux taux de change entre les dollars canadien et américain.

ESTIMATION DES RESSOURCES MINÉRALES

Suite à la campagne de forage exhaustive (181 trous de forage) réalisée en 2010-2011 sur la propriété Rose, InnovExplo a mis à jour l'estimation des Ressources Minérales sur la base d'une teneur de coupure de 66 \$/t. L'estimation des Ressources Minérales tient compte de la récupération du lithium et du tantale ainsi que des cours actuels du marché. Un résumé des Ressources Minérales conformes au Règlement 43-101 pour le gisement Rose Tantalum-Lithium est présenté ci-dessous :

ESTIMATION DES RESSOURCES MINÉRALES – 20 juillet 2011 Corporation Éléments Critiques – Projet Rose

Ressource Minérale	Tonnes (x 1 000)	Li ₂ O équivalent (%)	Li ₂ O (%)	Ta ₂ O ₅ (ppm)	Rb (ppm)	Cs (ppm)	Be (ppm)	Ga (ppm)
Ressource Minérale Indiquée	26 500	1,30 %	0,98 %	163	2 343	92	128	66
Ressource Minérale Présumée	10 700	1,14 %	0,86 %	145	1 418	74	121	61

PEA

Les paramètres utilisés pour la PEA incluent :

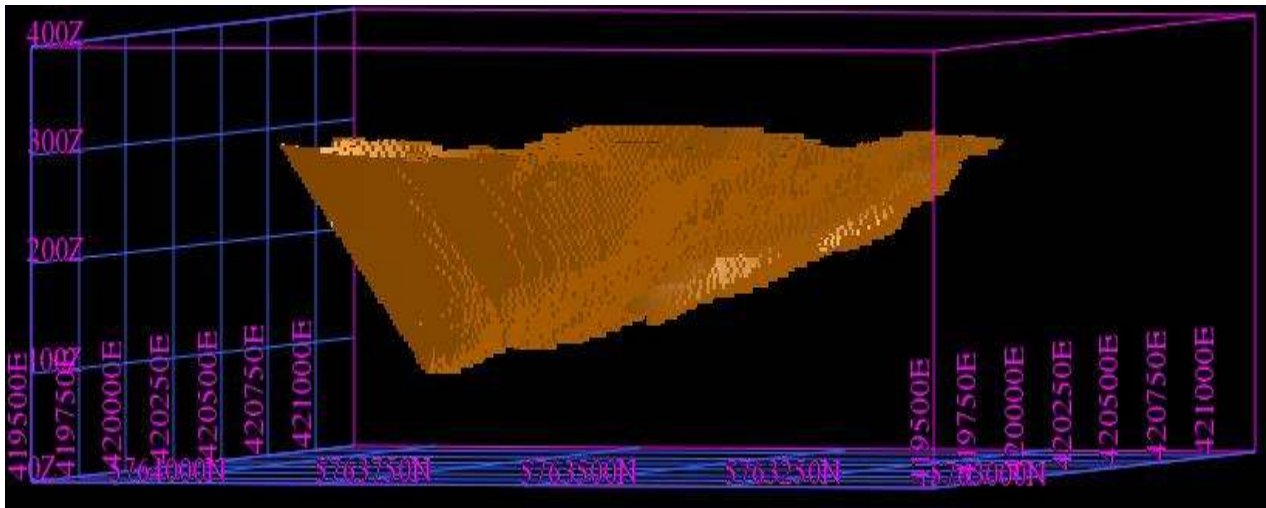
- Fosse à ciel ouvert de 1 500 000 tpa extraites au moyen d'équipements diesel hydrauliques.
- Concentrateur sur le site Rose (concassage, broyage, circuits de flottation) d'une capacité nominale de 4 600 t/j de minerai et une disponibilité de 90 %.
- Usine de bicarbonatation sur le site Rose pour convertir de l'oxyde de lithium (Li₂O) en carbonate de lithium (Li₂CO₃).

EXPLOITATION MINIÈRE

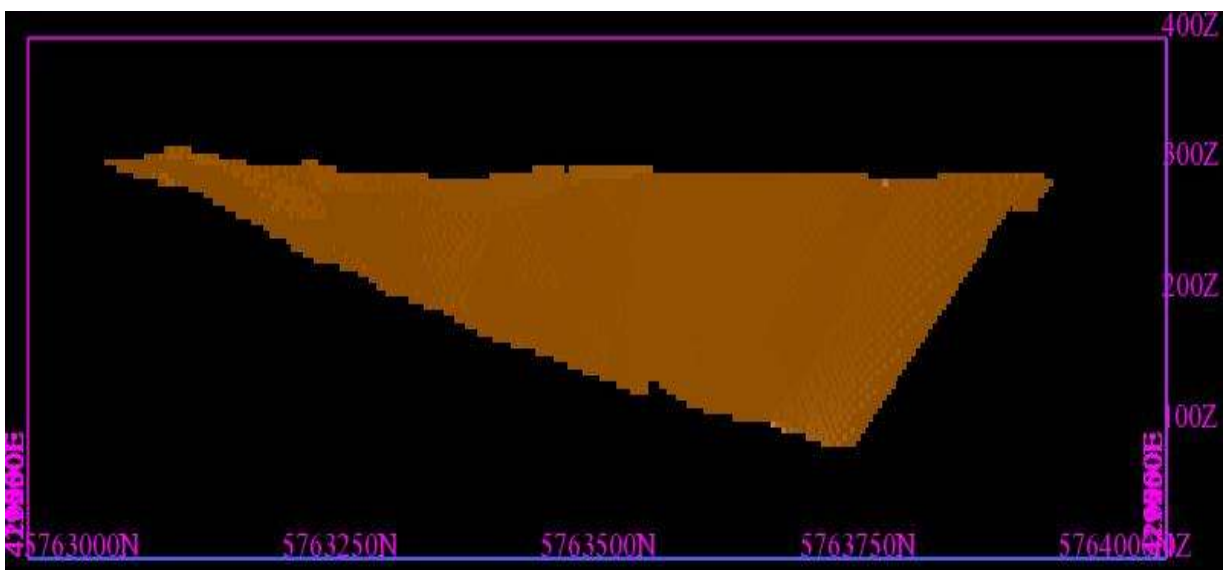
Le dépôt Rose est une structure horizontale et épaisse constituée de plusieurs couches situées près de la surface. Le minerai sera extrait selon un procédé classique de fosse à ciel ouvert jusqu'à une profondeur de 200 m. Le logiciel Whittle, un outil d'optimisation numérique 3D, a été utilisé pour évaluer de nombreux scénarios. Les paramètres utilisés pour optimiser la géométrie de la fosse et maximiser la rentabilité du projet comprenaient un angle de berme de 50°, une configuration à triples bermes, et une pente intégratrice de 50°. Le concept de fosse à ciel ouvert proposé n'a pas pris en considération les résultats des tests géotechniques.

La figure suivante montre une vue isométrique du contour de la fosse à ciel ouvert retenu pour la PEA. La quantité totale de matériel à extraire est estimée à 193 Mt, composés de 24 Mt de minerai, et 169 Mt de stériles, pour un ratio de décapage de 7:1. L'équipement minier comprendra des foreuses fond de trou (DTH) bien adaptées aux travaux de production à grande échelle et capables de forer des trous de 110 à 203 mm de diamètre. Des pelles hydrauliques de 33 tonnes et des rétrocaveuses de 27 tonnes chargeront le minerai et les stériles dans des camions de 150 tonnes. La fosse à ciel proposée aura une longueur d'environ 1,8 km et une largeur approximative de 0,8 km.

CONTOUR DE LA FOSSE À CIEL OUVERT DU PROJET ROSE TANTALUM-LITHIUM



Vue vers le Sud



Vue vers le Nord

Les infrastructures qui seront érigées sur la propriété Rose comprennent des haldes de minerai, de stériles et de mort-terrain, un bassin de résidus miniers, une usine de préparation d'explosifs, des bureaux administratifs, des installations de télécommunications, des ateliers mécaniques, des routes d'accès et de halage ainsi qu'un système de gestion de l'eau.

Sur la base d'une évaluation préliminaire de la masse rocheuse, qui indique que le terrain est compétent, et sur les résultats des tests préliminaires sur le mort-terrain, une approche positive a été adoptée dans la conception des différentes haldes, les infrastructures de gestion des résidus miniers et le plan de fermeture de la mine.

Le plan de mine proposé comprend le drainage de deux petits lacs et la construction d'une digue de retenue sur un troisième plan d'eau.

Des discussions ont été entamées avec Hydro-Québec concernant le déplacement de pylônes électriques qui traversent la propriété Rose.

TRAITEMENT DU MINERAÏ

Un procédé de flottation standard sera utilisé pour concentrer les minerais de lithium et de tantale en un concentré mixte à haute teneur. La tantalite sera séparée de ce concentré par séparation magnétique à gradient élevé. La fraction non magnétique, contenant le minerai de lithium (spodumène), sera traitée pour produire du carbonate de lithium pur (99,5 % Li_2CO_3) en utilisant le même procédé industriel employé à la mine Québec Lithium, alors qu'elle faisait partie du groupe minier Sullivan dans les années 1960 et, plus tard optimisé par le Centre de Recherches Minérales (CRM) du Ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Les campagnes initiales pour la caractérisation du site du projet Rose ont déjà été réalisées. Plusieurs rencontres avec les communautés locales ont déjà eu lieu et d'autres consultations sont prévues.

Exceptionnellement, des résultats préliminaires de l'étude d'impact sur l'environnement étaient disponibles durant la réalisation de la PEA. Cette information a été utilisée pour limiter l'empreinte écologique des infrastructures du projet.

COÛTS D'IMMOBILISATION

Les coûts d'immobilisation et d'exploitation ont été estimés en dollars canadiens. Une analyse économique a été réalisée au moyen d'une analyse des flux de trésorerie non actualisés, exprimés en dollars constants avant et après impôts. Les coûts en capital de préproduction pour le Projet Rose sont estimés à 268,6 millions \$ CA et comprennent toutes les infrastructures énumérées aux sections d'exploitation minière et de traitement du présent rapport.

La quantité totale de produits payables est estimée à 1,6 Mkg Ta_2O_5 (1,3 Mkg Tantale) et 452 Mkg Li_2CO_3 (85 Mkg au lithium). Le tableau suivant présente un résumé des principaux critères applicables au Projet Rose.

CRITÈRES DU PROJET ROSE

Item	Unité	Quantité
<i>Production incluant la dilution</i>		
Ta-Li minerai (fosse seulement)	tonnes	24 260 534
<i>Teneurs des métaux dilués</i>		
Tantale	ppm	108
Lithium	ppm	4 131
Ta_2O_5	ppm	132
Li_2O	%	0,89
<i>Récupérations totales anticipées à l'usine</i>		
Tantale	%	50
Lithium	%	84,8
<i>Total des produits ou métaux payables (après traitement)</i>		
Ta_2O_5	'000 kg	1 597
Li_2CO_3	'000 kg	452 306
Tantale	'000 kg	1 308
Lithium	'000 kg	84 981
<i>Coûts d'immobilisation durant la préproduction (contingences incluses)</i>		
Préparation du site	'000 CA\$	22 102
Équipements miniers et Développement	'000 CA\$	55 312
Énergie et Coûts indirects	'000 CA\$	62 590
Infrastructures de surface	'000 CA\$	128 581
Coûts d'immobilisation totaux en préproduction	'000 CA\$	268 584
Coûts d'immobilisation en cours de production sur 17 ans	'000 CA\$	36 818

Les revenus générés par la récupération du rubidium (Rb), césium (Cs), béryllium (Be), et gallium (Ga) n'ont pas été pris en compte dans l'estimation des flux de trésorerie du Projet Rose considérés dans la PEA.

COÛTS D'EXPLOITATION

Les coûts d'exploitation sont estimés à 67,65 \$ CA par tonne de minerai traitée et incluent :

- 24,25 \$ CA par tonne de minerai traitée pour les coûts de minage;
- 7,17 \$ CA par tonne de minerai traitée pour les frais généraux et administratifs (G&A);
- 36,23 \$ CA par tonne de minerai traitée pour le traitement du minerai (concentrateur et usine de bicarbonatation).

Une analyse de sensibilité a été complétée sur les flux de trésorerie du Projet Rose en appliquant une variation de $\pm 15\%$ sur le prix des commodités, les coûts en capital, les coûts d'exploitation et le taux de change entre les dollars canadien et américain. Cette analyse démontre que le Projet Rose est très sensible aux fluctuations de prix du carbonate de lithium, mais peu sensible aux variations de prix du concentré de tantalite, aux coûts d'exploitation et aux taux de change entre les dollars canadien et américain.

Le 17 janvier 2012, la Société a annoncé qu'elle a décidé de procéder immédiatement à l'étude de faisabilité, sans effectuer préalablement d'étude de pré-faisabilité, suite aux résultats positifs obtenus de l'Évaluation Économique Préliminaire (« PEA ») publiée le 21 décembre 2011.

Le 12 novembre 2012, la Société a annoncé la signature d'une entente de pré-développement (« PDA ») avec Le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee), l'Administration régionale crie, la Nation crie d'Eastmain portant sur le développement des activités de la Société sur le dépôt Tantale- Lithium Rose situé à la Baie-James, Québec.

Par le biais de cette entente, les parties ont convenu de promouvoir une relation de coopération et de respect mutuel portant sur l'exploration et les activités de pré-développement de la Société par rapport au projet. Corporation Éléments Critiques s'est engagé à assurer un traitement préférentiel aux entreprises crie dans l'octroi de certains contrats pour l'approvisionnement en biens et services. Les Cris ont convenu de soutenir le projet et de coopérer avec la Société dans la préparation de toutes les études requises sur l'évaluation d'impacts sociaux et environnementaux pour toutes les composantes du projet. Les Cris se sont également engagés à déployer les efforts nécessaires afin que le projet chemine à travers le processus d'évaluation environnementale et sociale prévue à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et, si les préoccupations sociales et environnementales sont adéquatement traitées, d'aider Corporation Éléments Critiques dans l'obtention des permis gouvernementaux requis.

Finalement, les parties ont convenu de continuer leurs discussions afin de bâtir et signer une entente sur les répercussions et les avantages quant au projet minier Tantale-Lithium Rose.

Le 12 février 2013, la Société a annoncé la découverte d'une nouvelle zone qui semble être l'extension de la zone JR. Le nouvel affleurement a été découvert à plus de 500 mètres vers l'ouest de l'indice principal JR. Cette extension est substantielle et les résultats des rainures prélevées sur cette nouvelle zone ont rapporté des valeurs élevées en lithium et tantale. Les résultats complets sont disponibles dans le tableau ci-bas :

Année	Nom de la rainure	Localisation		Azimuth	Longueur (m)	Li ₂ O (%)	Ta ₂ O ₅ ppm (g/t)
		Estrant Nordant					
2012	JR ext1	421287	5764652	270	5.00	0.9447	226
2012	JR ext2	421274	5764650	270	10.00	1.0763	215

Tous les échantillons ont été expédiés par le personnel de la Société, dans des conteneurs scellés, au laboratoire ALS Chemex de Val-d'Or aux fins d'analyse. ALS Chemex est le laboratoire dont les services ont été retenus pour analyser l'ensemble des échantillons prélevés dans le cadre du programme d'exploration de la propriété Rose. Antérieurement à leur préparation, les échantillons sont pesés et répertoriés. Les échantillons sont concassés à 70 %, soit moins de 2 mm, puis séparés et pulvérisés, 85 % de l'échantillon est fractionné à 75 µM. Tous les échantillons sont analysés en utilisant la méthode ICP-MS, avec analyse complète pour 47 éléments.

Le 5 septembre 2013, la Société annonçait les derniers résultats de son programme d'optimisation métallurgique effectuée par la firme SGS Canada Inc. de Lakefield sur son dépôt Rose à la Baie-James, Québec. La première phase de l'étude a été menée sur un échantillon représentatif du dépôt Rose, ainsi que sur des échantillons de l'ensemble du dépôt pour en tester sa variabilité. L'objectif de la phase 1 était d'optimiser le schéma pour la production de concentré de spodumène avec une pureté minimum de 6 % Li₂O et une récupération d'environ 90 % de récupération du lithium pour les opérations d'hydrométallurgie.

Le programme d'optimisation a été un succès, améliorant les taux de récupération et de teneur de Li₂O dans le concentré. Avec un taux moyen de récupération de 90,88 % à 6,20 % Li₂O, dans les tests de flottation par lots (voir le tableau ci-bas), mais plus important encore, le schéma d'usinage a été simplifié de façon significative. Par ailleurs, les réactifs utilisés dans le programme d'optimisation sont nettement moins coûteux. Cela pourrait permettre de réduire, considérablement, les coûts de construction de l'usine (CAPEX) et des coûts d'exploitation (OPEX) pour produire le concentré Li₂O.

Test No.	Test %	Distribution %
	Li ₂ O	Li
F11	6,06	90,1
F12	6,12	90,7
F13	6,43	91,9
MOYENNE	6,20	90,88

En plus, de la récupération et de tests de qualité, la teneur en fer dans les cristaux de spodumène et dans le concentré de flottation dans son ensemble ont été déterminées. Les résultats d'analyses indiquent que le contenu moyen de fer dans le spodumène est 0,13 % Fe₂O₃ comme solution solide dans sa structure cristalline. Au meilleur de notre connaissance, c'est le plus bas contenu en fer dans le spodumène observé dans les dépôts de lithium au Québec et en Ontario. En conséquence, le concentré de flottation contient <0,3 % Fe₂O₃. En raison de la faible teneur en fer du spodumène comme solution solide, le concentré de lithium peut également être approprié pour une utilisation dans l'industrie de la céramique. Le concentré cuit est blanc contrairement à la couleur rougeâtre normalement observée dans les concentrés de spodumène élevée en fer.

Le concentré a été cuit et envoyé au département hydrométallurgique pour démarrer le programme d'optimisation de la carbonatation. Plusieurs tests ont été effectués pour la récupération du Tantale.

La prochaine étape, la phase 2 du programme, visait à optimiser la pureté du carbonate de lithium produit par bicarbonatation pour créer un schéma final. Un autre objectif était d'améliorer la récupération du Tantale en tant que sous-produit, actuellement à environ 60 %. L'organigramme

définitif sera utilisé pour faire avancer l'usine pilote pour l'étude de faisabilité. Une partie des résultats de la phase 2 de son programme d'optimisation métallurgique pour le tantale, effectué par la firme SGS Canada Inc. de Lakefield sur son dépôt Rose à la Baie-James, Québec, ont été annoncés le 23 septembre 2013.

Ce programme d'optimisation a permis l'augmentation significative des teneurs de récupération du Tantale. Dans le programme, les récupérations du Tantale ont atteint jusqu'à 84 % avec une teneur de concentration de 11 713 g/t Ta (14 303 g/t Ta₂O₅) en laboratoire, par tests en lot, par séparation magnétique à haute intensité (WHIMS). Le taux moyen de récupération Ta est de 77,6 % avec une teneur de concentration de 10 700 g/t Ta (13 066 g/t Ta₂O₅) par séparation magnétique sur les tests en lot (voir tableau ci-dessous).

De l'avis de la Société, ces résultats devraient considérablement augmenter la quantité prévue de tantalite (Ta₂O₅) produit par le projet Rose, mais d'autres analyses seront nécessaires afin de confirmer CECi avec plus de certitude. L'analyse financière provenant de l'évaluation économique préliminaire de décembre 2011 était basée sur une récupération de 50 % du Tantale. Selon les résultats obtenus, le taux moyen de récupération représente une augmentation de 27,6 % par rapport à cette même évaluation, ce qui pourrait se traduire par un potentiel de plus de 100 000 livres supplémentaires de tantalite (Ta₂O₅) annuellement. Le taux de récupération et l'estimation de la quantité finale de Tantale qui sera produite seront mieux définies lors des tests en usine pilote ainsi que dans l'étude de faisabilité à venir.

Résultats des tests en lot par séparation magnétique pour récupérer le Ta en concentré

Test No.	Teneur	Teneur	Distribution %
	Ta g/t	Ta ₂ O ₅ g/t	Ta
F10	11 713	14 303	80,3
F11	10 388	12 685	84,0
F12	11 200	13 676	73,9
F13	10 200	12 455	77,6
F14	10 000	12 211	72,2
MOYENNE	10 700	13 066	77,6

Les tests ont été effectués sur un échantillon représentatif du dépôt Rose, situé à la surface.

Les récents résultats du programme d'optimisation sont très positifs et seront utilisés pour finaliser le schéma d'usinage final pour le programme de plan pilote. Le programme de plan pilote fournira suffisamment d'informations, ce qui nous permettra de procéder à la flottation ou autre méthode de valorisation visant à accroître le taux de concentration du concentré de tantalite.

Travaux effectués au cours de la période

Au cours du trimestre, des travaux de métallurgie ont été effectués afin d'optimiser le procédé de traitement en prévision des tests en usine pilote.

Au cours des derniers mois, l'équipe de Corporation Éléments Critiques a poursuivi des discussions avec plusieurs acheteurs potentiels de carbonate de lithium et de tantalite. Actuellement, la Société discute des clauses de vente à long terme et de la distribution des risques entre acheteurs.

PROPRIÉTÉS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Description des propriétés

Les propriétés Terres Rares de la Colombie-Britannique sont composées de 43 titres miniers représentant une superficie de 204,02 km² divisés en 4 blocs différents nommés comme suit : Trident-Kin, Hiren, Lindmark et IRC. Ces propriétés sont localisées dans la partie sud-est de la Colombie-Britannique, le long de ce qui est nommé la ceinture des terres rares des montagnes Rocheuses. La majeure partie de ces propriétés est composée de syénite à néphéline.

La Société a reçu, d'Aeroquest, les données préliminaires d'un levé magnétique aéroporté et radiométrique qu'elle a complété sur ses propriétés Hiren, Trident, Kin et IRC.

Un programme d'exploration consistant à recueillir des échantillons de sédiments de ruisseaux sur les propriétés Kin, Trident et Hiren a été complété. Le programme d'échantillonnage de sédiments de ruisseau s'est très bien déroulé avec une densité moyenne d'échantillons de 1,6 échantillon par kilomètre carré, résultant en un total de 312 échantillons de sédiments de ruisseau. Un appareil XRF portatif a été utilisé afin d'analyser les échantillons de sédiments, ce qui a grandement aidé à déterminer l'orientation des champs de traverses de la campagne.

Les traverses sur la propriété Kin ont révélé de nouvelles découvertes significatives de minéralisation in situ. La minéralisation est sous forme de molybdénite, de colombite ou allanite et de phosphate associée à un granite aplitique, une syénite et des veines de quartz. La plupart de ces systèmes minéralisés sont associés aux anomalies radiométriques de Thorium, avec des caractéristiques très similaires à la minéralisation observée dans les échantillons de blocs rocheux d'ÉTR à haute teneur recueillie en 2010, qui ont retourné jusqu'à 5,26 % TREO et 2,7 % Nb₂O₅. Des sillons similaires d'une largeur de plus de 5 mètres renfermant de la molybdénite ont également été découverts cette saison sur la propriété Trident.

Le 13 février 2012, la Société a annoncé les résultats de sa campagne d'exploration de 2011 menée sur ses propriétés de Terres Rares en Colombie-Britannique. La campagne d'exploration de 650 000 \$ comprenait des levés radiométriques et magnétiques aéroportés des propriétés Trident-Kin, Hiren et IRC, des levés géochimiques assistés par hélicoptère de sédiments de ruisseaux des propriétés Trident-Kin, Hiren et Munroe, suivis par des programmes de prospection, de cartographie de la région et d'échantillonnage des roches sur les propriétés Trident-Kin, Hiren et IRC.

Les résultats de la propriété Trident-Kin sont très encourageants en raison de la découverte d'une nouvelle minéralisation in situ suivant la découverte en 2010 d'échantillons de blocs rocheux d'ÉTR à haute teneur qui ont retourné jusqu'à 5,26 % TREO et 2,7 % Nb₂O₅ (voir le communiqué de presse daté du 15 décembre 2010). La campagne d'exploration de 2011 a permis de beaucoup mieux évaluer les dimensions de la syénite de la montagne Trident, de 15 km linéaires à plus de 25 km à travers les propriétés adjacentes Trident et Kin. Les sillons de syénite, dont l'épaisseur varie de 5 à 300 mètres, ont un potentiel économique associé d'éléments de Terres Rares (« ETR »), de Niobium (Nb) et de Molybdène (Mo). Les résultats d'analyses de 2011, couvrant 1,5 km linéaires de la trace de syénite de la propriété Trident, plus 3,5 autres km linéaires de syénite de la propriété Kin, sont très encourageants.

Parmi les 23 échantillons de roche recueillis le long de la trace de 1,5 km de la zone située dans la propriété Trident, les meilleures valeurs retournées (de différents échantillons) étaient 5,93 % TREO, 0,246 % Nb₂O₅ et >2 000 ppm Mo. Une proportion de 22 % des 23 échantillons a retourné plus de 1,0 % TREO et quatre échantillons ont retourné plus de 0,1 % Nb₂O₅. La répartition des échantillons couvrait un large secteur (700 m x 700 m) comportant d'importantes zones en aval-pendage (en descente) dont la prospection reste à effectuer.

À la propriété Kin, nous avons recueilli 43 échantillons de roche au total (y compris 23 échantillons en rainure) dans la direction Amy-Carmen de syénite quartzique, qui couvre environ 1 km en étendue longitudinale. Les résultats ont retourné jusqu'à 8,66 % TREO, 3,02 % Nb₂O₅ et 62 900 ppm Mo. Une proportion de 45 % des 43 échantillons a retourné plus de 0,5 % TREO, les 11 échantillons les plus riches retournant tous plus de 1,0 % TREO. Une proportion de 53 % des 43 échantillons a retourné plus de 0,1 % Nb₂O₅. La direction Amy-Carmen présente d'autres éléments intéressants, notamment

des valeurs allant jusqu'à 0,12 % HREO Y, 166 g/t Ag, 181 g/t Ta et 1 417 ppm Pb. Dans la région des échantillons en rainure Amy-Carmen, le plissement serré des strates a entraîné une répétition des plis des sills de syénite et créé un empilement de syénite minéralisée d'une largeur d'environ 250 M. Le tableau ci-après fournit les valeurs retournées par des échantillons en rainure représentatifs de cette zone.

Rainure 1: MKKNR016 à MKKNR029, sur ~10m			
	%TREO	% Nb₂O₅	PPM Mo
Min.	0,015	0,023	11
Max.	0,874	0,627	853
Moyenne	0,296	0,171	214
n	14	14	14
Rainure 2: MKKNR030 à MKKNR033, sur 4 m			
	%TREO	% Nb₂O₅	PPM Mo
Min.	0,143	0,046	15,2
Max.	1,675	0,434	62 900
Moyenne	1,014	0,156	26 613
n	4	4	4
Rainure 4: MKKNR036 à MKKNR041, sur 4 m			
	%TREO	% Nb₂O₅	PPM Mo
Min.	0,009	0,005	7,2
Max.	3,163	1,774	200
Moyenne	0,793	0,674	114
n	5	5	5

Une seconde zone parallèle de syénite minéralisée, de veines de quartz et d'altérations associées se trouve à environ 500 m au sud de la direction Amy-Carmen. Cette zone parallèle, surnommée « Carmen », comprend une large zone (~250 mètres de largeur) d'anomalie radiométrique élevé. Les résultats des 9 échantillons recueillis latéralement sur un 1 km de cette zone ont retourné jusqu'à 12,63 % TREO, 4,97 % Nb, 16,4 ppm Mo et 0,50 % HREO Y. Les travaux de 2011 ont permis la découverte de minéralisation très importante d'ETR, de Niobium et de Molybdène établie sur une longueur en direction de 5 km. La minéralisation connue se situe à l'intérieur d'une séquence d'intrusions alcalines de 25 kilomètres de longueur très prometteuse et encore sous-explorée.

Travaux effectués au cours de la période

Il n'y a eu aucun travail au cours de la période.

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2013, la Société a procédé à la dépréciation des propriétés IRC, Munroe, Hiren et Lindmark afin de concentrer ses énergies et ses capitaux sur ses propriétés les plus prometteuses. La Société en conserve cependant tous les droits.

Personne responsable de l'information technique

Jean-Sébastien Lavallée (OGQ # 773), géologue, actionnaire, président et chef de la direction de la Société et personne qualifiée au sens du *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers* a rédigé et approuvé le contenu technique des propriétés Rose Tantale-Lithium, Matchi-Manitou, Croinor et des propriétés de la Colombie-Britannique du présent rapport de gestion.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Il est à prévoir que les résultats d'exploitation trimestriels seront tributaires, dans un avenir prévisible, de plusieurs facteurs, y compris le calendrier des travaux d'exploration et aussi selon l'importance et l'augmentation des dépenses liées à nos efforts en matière de développement de la Société. En raison de ces variations, Critical Éléments croit que les comparaisons d'une période à l'autre de ses résultats d'exploitation ne donnent pas une idée claire et précise du rendement futur de la Société.

Les commentaires qui suivent analysent les résultats d'exploitation pour la période de six mois close le 28 février 2014. Les informations financières sélectionnées ci-dessous sont tirées des états financiers intermédiaires résumés non vérifiés pour chacune des périodes indiquées.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

	28 février (6 mois)	
	2014	2013
Revenus	2 606 \$	5 477 \$
Frais généraux d'administration	97 518 \$	65 065 \$
Inscription, registrariat et information aux actionnaires	39 034 \$	79 376 \$
Honoraires professionnels et de consultants	283 349 \$	475 809 \$
Rémunération et paiements fondés sur des actions	187 811 \$	85 074 \$
Amortissement des immobilisations	3 525 \$	4 625 \$
Impôts de la partie XII.6	(1 271) \$	- \$
Perte sur taux de change	696 \$	1 630 \$
Dépréciation d'actifs de prospection et d'évaluation	- \$	- \$
Résultat avant impôts	608 056 \$	706 102 \$
Impôts sur les bénéfices et impôts miniers différés	(56 326) \$	110 122 \$
Perte globale totale pour la période	664 382 \$	595 980 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	231 541 \$	389 112 \$

Revenus

Les revenus pour la période de six mois close le 28 février 2014 se chiffrent à 2 606 \$ (5 477 \$ en 2013) et représentent des revenus d'intérêts ainsi que de la facturation pour des services administratifs refacturés à d'autres sociétés. De par son statut de société d'exploration minière, Critical Elements ne génère aucun revenu régulier de sorte qu'elle doit assurer sa survie par l'émission de capital social.

Frais généraux d'administration

Les frais généraux d'administration pour la période de six mois close le 28 février 2014 sont composés principalement par des frais d'occupation, de déplacements, de représentation, frais de bureau ainsi que les frais de renouvellement des claims de la Société. La variation par rapport à la période précédente est principalement due à l'augmentation des frais de renouvellement claims, des frais de représentation, un ajustement frais d'occupation et à une diminution des frais de bureau.

Inscription, registrariat et information aux actionnaires

Les frais d'inscription, de registrariat et d'information aux actionnaires pour la période de six mois close le 28 février 2014 sont composés principalement par des dépenses de nature légale et réglementaire afin de se conformer aux exigences des autorités des marchés financiers. La variation par rapport à la période précédente est principalement due à une diminution des frais d'information aux actionnaires et une augmentation des frais d'agent de transfert.

Honoraires professionnels et de consultants

Les dépenses d'honoraires professionnels et de consultants pour la période de six mois close le 28 février 2014 sont composées principalement par des dépenses de nature légale et comptable, de vérification, de développement des affaires et de frais de gestion. La variation à la baisse est de 120 460 \$ par rapport à la période précédente. Cette variation provient d'une diminution des honoraires de consultants ainsi que des honoraires professionnels.

Rémunération et paiements fondés sur des actions

La rémunération et paiements fondés sur des actions pour la période de six mois close le 28 février 2014 représente la charge reliée à la valeur de 300 000 options d'achat d'actions octroyées à des administrateurs, des dirigeants et des consultants au cours du semestre ainsi que la constatation de la charge de 1 800 000 options octroyés au trimestre précédent (1 100 000 au 28 février 2013). Une charge de rémunération de 181 456 \$ a donc été attribuée au cours de cette période à l'égard des options d'achat d'actions octroyées en utilisant le modèle de Black-Scholes.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les commentaires qui suivent analysent les résultats d'exploitation pour la période de trois mois close le 28 février 2014. Les informations financières sélectionnées ci-dessous sont tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non vérifiés pour chacune des périodes de trois mois indiquées.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

	28 février (3 mois)	
	2014	2013
Revenus	627 \$	4 791 \$
Frais généraux d'administration	59 861 \$	23 297 \$
Inscription, registrariat et information aux actionnaires	8 167 \$	49 983 \$
Honoraires professionnels et de consultants	103 907 \$	172 128 \$
Rémunération et paiements fondés sur des actions	6 356 \$	31 056 \$
Amortissement des immobilisations	1 753 \$	2 300 \$
Impôts de la partie XII.6	(1 271) \$	- \$
Perte sur taux de change	696 \$	1 034 \$
Résultat avant impôts	178 842 \$	275 007 \$
Impôts sur les bénéfices et impôts miniers différés	- \$	7 647 \$
Perte globale totale pour la période	178 842 \$	267 360 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	231 541 \$	389 112 \$

Revenus

Les revenus pour la période de trois mois close le 28 février 2014 se chiffrent à 627 \$ (4 791 \$ en 2013) et représentent des revenus d'intérêts ainsi que de la facturation pour des services administratifs refacturés à d'autres sociétés. De par son statut de société d'exploration minière, Critical Elements ne génère aucun revenu régulier de sorte qu'elle doit assurer sa survie par l'émission de capital social.

Frais généraux d'administration

Les frais généraux d'administration pour la période de trois mois close le 28 février 2014 sont composés principalement par des frais d'occupation, de déplacements, de représentation, frais de bureau ainsi que les frais de renouvellement des claims de la Société. La variation par rapport à la période précédente est principalement due à l'augmentation des frais de renouvellement claims, des frais de représentation et déplacements et un ajustement des frais d'occupation.

Inscription, registrariat et information aux actionnaires

Les frais d'inscription, de registrariat et d'information aux actionnaires pour la période de trois mois close le 28 février 2014 sont composés principalement par des dépenses de nature légale et réglementaire afin de se conformer aux exigences des autorités des marchés financiers. La variation par rapport à la période précédente est principalement due à une augmentation des frais d'agent de transferts, d'une diminution des frais d'information aux actionnaires ainsi que des frais de bourse.

Honoraires professionnels et de consultants

Les dépenses d'honoraires professionnels et de consultants pour la période de trois mois close le 28 février 2014 sont composées principalement par des dépenses de nature légale et comptable, de vérification, de développement des affaires et de frais de gestion. La variation à la baisse est de 68 221 \$ par rapport à la période précédente. Cette variation provient d'une diminution du développement des affaires ainsi que des honoraires professionnels.

Rémunération et paiements fondés sur des actions

La rémunération et paiements fondés sur des actions pour la période comparative de trois mois close le 28 février 2013 représentait la charge reliée à la valeur des 1 100 000 options d'achat d'actions octroyées à des administrateurs, des dirigeants et des consultants. Une charge de rémunération de 181 456 \$ a donc été attribuée au cours de cette période à l'égard des options d'achat d'actions octroyées en utilisant le modèle de Black-Scholes.

Les informations financières sélectionnées ci-dessous sont dérivées des états financiers non audités de Critical Eléments pour chacun des trimestres suivants :

en milliers de \$ sauf données par action	28 fév. 2014	30 nov. 2013	31 août 2013	31 mai 2013	28 fév. 2013	30 nov. 2012	31 août 2012	31 mai 2012	29 fév. 2012
Revenus	1	2	4	1	5	-	2	4	9
Résultat net	(179)	(485)	(938)	(834)	(267)	(329)	(144)	(754)	(431)
Perte nette de base et diluée par action	(0,00) \$	(0,00) \$	(0,01) \$	(0,01) \$	(0,00) \$	(0,00) \$	(0,00) \$	(0,01) \$	(0,00) \$

SITUATION FINANCIÈRE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La trésorerie et les équivalents de trésorerie au 28 février 2014 s'élevaient à 231 541 \$ comparativement à 389 112 \$ au 28 février 2013. Il est de l'intention de l'équipe de direction d'assurer l'apport additionnel de financement sous forme d'équité afin de continuer de supporter le développement des actifs de prospection et d'évaluation actuels et futurs.

Voici le détail des placements effectués par Critical Eléments et l'emploi qu'elle prévoit en faire.

Date	Financing	Commercial Goals
March 2013	Common shares \$604,000	Working Capital and exploration expenditures

Pour la prochaine année, la Société a budgété 500 000 \$ pour les frais d'administration. La direction estime que, outre sa capacité de continuer à recueillir du financement par l'émission d'actions dans le futur, elle sera capable de maintenir le statut de ses obligations courantes de prospection et de conserver ses propriétés en bonne condition pour les 12 prochains mois. L'exploration avancée de certains des actifs de prospection et d'évaluation nécessitera des ressources financières additionnelles substantielles. Il n'y a aucune assurance qu'un tel financement sera disponible lorsque requis, ou sous des conditions qui seront favorables à Critical Eléments. La Société peut aussi choisir de procéder à la prospection et au développement des propriétés minières par l'entremise de coparticipations. La direction évalue actuellement les possibilités de financement supplémentaire.

FLUX DE TRÉSORERIE

	28 février (6 mois)	
	2014	2013
Activités opérationnelles	(554 399) \$	(1 286 382) \$
Activités de financement	132 740 \$	958 504 \$
Activités d'investissement	89 863 \$	4 966 \$
	<u>(331 796) \$</u>	<u>(322 912) \$</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	231 541 \$	389 112 \$

Durant la période de six mois close le 28 février 2014, les fonds utilisés pour les activités opérationnelles ont surtout servi à assurer une bonne gestion et à promouvoir la Société.

Durant la période de six mois close le 28 février 2014, les activités de financements de la Société ont consisté en l'exercice d'options d'achat.

Durant la période de six mois close le 28 février 2014, les activités d'investissement ont consisté principalement à la réalisation de travaux de prospection pour la mise en valeur de la propriété Rose Tantalum-Lithium et l'encaissement de crédits d'impôt.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements avec un membre du conseil d'administration

A) En mars 2013, la Société a retenu les services de Relations publiques Paradox (« Paradox ») pour s'occuper des relations avec les investisseurs. Paradox se concentre sur le développement et l'expansion des communications de la Société avec la communauté financière à travers un programme complet de relations avec les investisseurs. Les services fournis comprennent le marketing à la communauté financière, un service courriel entrant, l'utilisation d'une base de données exclusive à Paradox, l'organisation de réunions et de présentations ainsi que les appels de service au nom de la Société. L'entente est prévue pour une durée de 24 mois et des honoraires mensuels ont été fixés à 7 000 \$. De plus, Paradox a reçu 450 000 options d'achat d'actions permettant l'acquisition d'autant d'actions ordinaires de la Société à un prix de 0,30 \$ par action pour une période de 2 ans.

Autres engagements

B) En février 2009, la Société a signé une entente de coparticipation avec la société publique Ressources X-Ore inc., une filiale de Blue Note Mining inc., dans laquelle chaque société participera à 50 % des travaux de prospection et de mise en valeur et s'il y a lieu, de la mise en exploitation d'une mine sur la propriété Croinor 1.

C) En juin 2011, la Société a signé une convention de location, pour des espaces de bureau à Montréal, venant à échéance en juin 2014. Les loyers minimaux futurs de 31 598 \$, seront payables dans les 12 prochains mois.

D) En décembre 2013, la Société a signé avec Ressources Monarques inc. une entente visant la vente d'un intérêt indivis de 50 % dans la propriété Croinor située dans la région de Val-d'Or. Monarques offre à Corporation Éléments Critiques de lui acheter la propriété Croinor en échange des propriétés suivantes : Amiral, Arques, Bourier, Caumont, Dumulon, Duval, Lemare, Nisk, Rosebay et Valiquette situées à la Baie-James et de 500 000 actions ordinaires du capital social de Ressources Monarques inc. à un prix réputé de 0,15 \$ par action ordinaire. Les actions ordinaires seront sujettes aux périodes de détention volontaires suivantes :

- 250 000 actions ordinaires pour 6 mois à compter de la date de clôture; et
- 250 000 actions ordinaires pour 12 mois à compter de la date de clôture.

Cette offre est conditionnelle à l'obtention de l'approbation des autorités de réglementation compétentes à la transaction et à ce qu'un jugement final soit rendu en vertu de la Loi permettant à Monarques d'acquiescer le contrôle de Ressources X-Ore inc.

E) En mars 2014, la Société a signé un contrat de services avec The Howard Group afin de s'occuper des relations avec les investisseurs. L'entente est prévue pour une durée de 12 mois et des honoraires mensuels ont été fixés à 7 500 \$ plus taxe. La firme recevra 450 000 options d'achat d'actions de la Société, qui pourront être acquises et exercées à un prix de 0,20 \$ par action pour une période de 3 ans.

F) En avril 2014, la Société a renouvelé le contrat de services de Mackie Research Capital. Ce contrat a pour but d'assister, Critical, avec des conseils stratégiques lui permettant de mettre de l'avant son projet minier Rose Tantalum-Lithium. L'entente est prévue pour une durée de 12 mois et des honoraires mensuels ont été fixés à 5 000 \$. Les options émises antérieurement ont été annulées par l'émission de 450 000 options d'achat d'actions permettant l'acquisition d'autant d'actions ordinaires de la Société à un prix de 0,20 \$ par action pour une période de 4 ans.

REDEVANCES SUR LES PROPRIÉTÉS MINIÈRES

PROPRIÉTÉS	REDEVANCES		PRÉCISION
	Nom	Pourcentage	
Rose Tantalum-Lithium	Jean-Sébastien Lavallée	37,5 %	2 % de NSR dont 1 % pourrait être racheté pour la somme de 1 000 000 \$
	Jean-Raymond Lavallée	37,5 %	
	Fiducie familiale St-Georges	25 %	
Matchi-Manitou	Soquem	100 %	1 % NSR
Kin, Trident, IRC, Hiren et Lindmark	Zimtu Capital Corp.	50 %	2% de NSR dont 1 % pourrait être racheté par la Société pour 1 000 000 \$ et le 2e 1 % pourra également être racheté pour 5 000 000 \$
	Cathro Resources Corp.	25 %	
	Cazador Resources Ltd	25 %	

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Transactions avec les principaux dirigeants

Au cours de la période, la Société a encouru 6 935 \$ (7 604 \$ en 2013) en honoraires professionnels et de consultants et 1 190 \$ de frais généraux d'administration (386 \$ en 2013) auprès du chef des opérations financières. En relation avec ces transactions, la Société a un montant de 1 971 \$ à payer au 28 février 2014 (72 \$ en 2013).

Au cours de la période, la Société a encouru 20 000 \$ en honoraires professionnels et de consultants (nil en 2013), 1 500 \$ (nil en 2013) des frais reliés aux actifs de prospection, 33 279 \$ *26 744 \$ en 2013) des frais généraux d'administration auprès de la société Consul-Teck Exploration Minière inc., une société dont le président et chef de la direction est actionnaire et qui est contrôlée par un administrateur de la Société. En relation avec ces transactions, aucun solde n'était à payer au 28 février 2014 (nil en 2013).

Ces opérations sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées en fonction de leur valeur d'échange, soit le montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

Transactions avec les membres du conseil d'administration

Au cours de la période, la Société a encouru des honoraires professionnels et de consultants pour un montant de 21 000 \$ (21 000 \$ en 2013) auprès de la société Relations publiques Paradox, une société contrôlée par un administrateur de la Société. En relation avec ces transactions, aucun solde n'est à payer au 28 février 2014 (nil en 2013).

Au cours de la période comparative, la Société a encouru des honoraires professionnels et de consultants pour un montant 13 000 \$ auprès de la société Cansource International Enterprise, une société contrôlée par un ancien administrateur de la Société.

Ces opérations sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées au montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

Ces opérations sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées en fonction de leur valeur d'échange, soit le montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE

En mars 2014, la Société a encaissé un montant de 217 917 \$ relativement au crédit d'impôt relatif aux ressources du 31 août 2013.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Présentation des états financiers

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes IFRS.

Conversion de devises

La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien. Les transactions en monnaies étrangères sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. À chaque arrêté des comptes, les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de clôture. Les différences de change qui résultent des opérations sont inscrites au compte de résultat de la période.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse et les placements temporaires dont la durée est égale ou inférieure à trois mois à compter de la date d'acquisition.

Crédit d'impôt remboursable relatif aux droits miniers et crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

La Société est admissible à un crédit d'impôt remboursable sur les droits miniers en vertu de la *Loi concernant les droits sur les mines* du Québec. Ce crédit d'impôt remboursable sur les droits miniers est égal à 16 % (15 % avant le 1^{er} janvier 2012 et 12 % avant le 1^{er} janvier 2011) applicable sur 50 % des dépenses éligibles. Le traitement comptable du crédit d'impôt remboursable sur les droits miniers dépend de l'intention de la direction d'entrer en production dans le futur ou de vendre ses propriétés minières à un autre producteur minier une fois la faisabilité technique et la viabilité économique des propriétés démontrées. Cette évaluation est faite pour chaque propriété minière.

Dans le premier cas, le crédit de droits miniers est enregistré comme un recouvrement d'impôts en vertu de la norme IAS 12, *Impôts sur le résultat*, ce qui génère en même temps un passif d'impôts différés et des charges d'impôts différés, car les actifs de prospection et d'évaluation n'ont plus de base fiscale suite à la réclamation du crédit d'impôt remboursable par la Société.

Dans le deuxième cas, il est prévu qu'aucun droit minier ne soit versé dans le futur et, en conséquence, le crédit de droits miniers est comptabilisé contre les actifs de prospection et d'évaluation.

Présentement, la direction a l'intention d'entrer en production dans le futur. Les crédits de droits miniers sont donc comptabilisés comme un recouvrement d'impôts.

La Société est également admissible à un crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pour les entreprises minières par rapport aux dépenses admissibles engagées. Le crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources représente jusqu'à 38,75 % du montant des dépenses admissibles engagées et est comptabilisé comme une aide gouvernementale contre les actifs de prospection et d'évaluation.

Les crédits liés aux ressources et les crédits liés aux droits miniers comptabilisés contre les dépenses de prospection et d'évaluation sont comptabilisés à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront reçus et que la Société se conformera aux conditions associées au crédit. Ils seront comptabilisés aux résultats sur une base systématique sur la durée de vie utile des actifs correspondants.

Actifs de prospection et d'évaluation

Tous les coûts associés à l'acquisition de biens et aux activités de prospection et d'évaluation sont capitalisés aux actifs de prospection et d'évaluation. Les coûts capitalisés sont limités aux coûts reliés aux acquisitions et aux activités de prospection et d'évaluation pouvant être associés à la découverte de ressources minérales spécifiques, ce qui exclut les coûts liés à la production (frais d'extraction), et les frais d'administration et autres coûts indirects similaires. Les dépenses de prospection et d'évaluation sont capitalisées lorsqu'elles satisfont à tous les critères suivants :

- elles sont destinées à être utilisées pour la production de minerais;
- les propriétés ont été acquises et les dépenses ont été engagées en vue d'une utilisation durable; et
- elles ne sont pas destinées à être vendues dans le cours normal des affaires.

La Société revoit périodiquement les faits et circonstances indiqués à la norme IFRS 6 indiquant la nécessité de soumettre les actifs de prospection et d'évaluation à des tests de dépréciation. Lorsque les faits et circonstances suggèrent que la valeur comptable d'un actif de prospection et d'évaluation peut excéder sa valeur recouvrable, l'actif est soumis à un test de dépréciation. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif (valeur actuelle des flux de trésorerie attendus). Lorsque la valeur recouvrable d'un actif de prospection et d'évaluation est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif est ramenée à sa valeur recouvrable par la comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur comptable des actifs de prospection et d'évaluation ne représente pas nécessairement la valeur présente ou future.

La valeur comptable des propriétés minières et des actifs de prospection et d'évaluation fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement lorsqu'il existe des indicateurs de dépréciation, typiquement lorsqu'une des circonstances suivantes s'applique :

- Les droits de prospection ont expiré, ou expireront dans un avenir proche;
- Aucune dépense de prospection future importante n'est prévue;
- Aucune quantité commercialement exploitable n'a été découverte, et les activités de prospection et d'évaluation sur cette propriété cesseront;
- Le recouvrement de la valeur des actifs de prospection et d'évaluation via leur développement ou leur vente est peu probable.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Le coût inclut les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts subséquents sont inclus dans

la valeur de l'actif ou reconnu comme un actif distinct, selon le plus approprié, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif profiteront à la Société et que le coût peut être mesuré de manière fiable.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode dégressive et selon les taux indiqués ci-après :

Matériel informatique	40 %
Mobilier de bureau	20 %

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs non courants sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus). Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède la valeur recouvrable. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont classés parmi les catégories suivantes : actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, disponibles à la vente, actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, prêts et créances ou passifs financiers évalués au coût amorti.

La Société détient les catégories d'instruments financiers suivants :

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et ne sont pas détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente. Ces actifs sont initialement comptabilisés à la juste valeur plus tous les coûts directement liés à la transaction, et ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres débiteurs sont classés comme prêts et créances.

Passifs financiers évalués au coût amorti

Les autres passifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer sont classés comme passifs financiers évalués au coût amorti.

Provisions

Conformément aux exigences réglementaires applicables, une provision pour remise en état de sites, ainsi que la charge correspondante, doit être comptabilisée à l'égard des propriétés assujetties.

Rémunération et paiements fondés sur des actions

La Société comptabilise la charge de rémunération fondée sur des actions sur la période d'acquisition des options d'achat d'actions. Les options d'achat d'actions octroyées aux employés et aux administrateurs et le coût des services reçus en contrepartie sont évalués et constatés sur la base de la juste valeur en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

Pour les transactions avec les parties autres que des membres du personnel, la Société évalue les biens ou les services reçus et l'augmentation de capitaux propres qui en est la contrepartie, directement, à la juste valeur des biens ou services reçus, sauf si cette juste valeur ne peut être estimée de façon fiable. Lorsque la Société ne peut estimer de façon fiable la juste valeur des biens ou des services reçus, elle évalue la valeur et l'augmentation des capitaux propres qui en est la

contrepartie, indirectement, par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

Actions accréditives

La législation fiscale canadienne permet à une société d'émettre des titres de placement à des investisseurs par lesquels les déductions fiscales relatives aux dépenses de prospection peuvent être réclamées par les investisseurs et non par la société. Ces titres de placement sont appelés actions accréditives. La Société finance une portion de ses programmes de prospection par l'émission d'actions accréditives.

À la date d'émission des actions, la Société alloue le produit d'émission entre le capital social et l'obligation de remettre les déductions fiscales qui est comptabilisée en tant que passif lié aux actions accréditives. La Société estime la juste valeur de l'obligation selon la méthode résiduelle, déduisant le prix du marché d'une action ordinaire du prix d'une action accréditive à la date d'annonce du financement.

Une société peut renoncer aux déductions fiscales selon ce qui est appelé la « méthode générale » ou la « méthode rétrospective ».

Lorsque la renonciation des déductions fiscales est effectuée selon la méthode générale, que la Société prévoit effectuer la renonciation et qu'elle capitalise les dépenses dans l'année courante, la Société comptabilise alors un passif d'impôt différé avec pour contrepartie une dépense d'impôt différé. À ce moment, l'obligation est réduite à zéro avec pour contrepartie un produit enregistré.

Lorsque la renonciation des déductions fiscales est effectuée selon la méthode rétrospective, la Société comptabilise un passif d'impôt différé avec pour contrepartie une dépense d'impôt différé lorsque les dépenses sont effectuées et capitalisées. À ce moment, l'obligation est réduite à zéro avec pour contrepartie un produit enregistré.

Frais d'émission d'actions

Les frais d'émission d'actions sont comptabilisés en augmentation du déficit de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Perte de base par action et diluée

La perte de base par action est calculée selon la moyenne pondérée des actions en circulation durant l'exercice. La perte par action diluée, qui est calculée selon la méthode du rachat d'actions, est égale à la perte de base par action en raison de l'effet anti-dilutif des options d'achat d'actions et des bons de souscription.

Autres revenus

La Société constate ses autres revenus lorsque le montant des produits des activités peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société, que le degré d'avancement de la transaction à la fin de l'exercice peut être évalué de façon fiable et que les coûts engagés pour la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Conventions d'options sur des propriétés minières

Les options sur des intérêts dans des propriétés minières acquises par la Société sont comptabilisées à la valeur de la considération monétaire déboursée, y compris tout autre avantage économique cédé, mais excluant l'engagement de dépenses futures. Puisque l'engagement des dépenses futures ne répond pas à la définition d'un passif, il n'est pas comptabilisé. Les dépenses sont comptabilisées uniquement lorsqu'elles sont engagées par la Société.

Lorsque la Société cède des intérêts dans ses propriétés minières, elle utilise la valeur comptable de la propriété comme valeur comptable de la portion de la propriété conservée, et crédite toute considération monétaire reçue ainsi que la juste valeur d'autres actifs financiers à l'encontre de la valeur comptable de cette portion (avec tout excédent comptabilisé comme un gain en résultat).

Redevances sur les produits nets de fonderie

Les redevances sur les produits nets de fonderie ne sont généralement pas comptabilisées au moment de l'acquisition d'une propriété minière puisqu'elles sont considérées comme étant un passif éventuel. Les redevances ne sont comptabilisées que lorsqu'elles sont probables et qu'elles peuvent être évaluées avec une fiabilité suffisante.

Impôts sur le résultat

Un impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et les montants utilisés à des fins fiscales à l'exception d'un impôt différé généré par la comptabilisation initiale d'un goodwill ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat imposable.

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt dont on attend l'application aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture de présentation de l'information financière. L'incidence d'une modification des taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts différés est constatée dans le résultat de l'exercice qui comprend la date d'entrée en vigueur de la modification.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société réestime les actifs d'impôts différés non comptabilisés. Le cas échéant, la Société comptabilise un actif d'impôt différé qui ne l'avait pas été antérieurement dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôts différés.

Informations sectorielles

La Société exerce actuellement ses activités dans un seul secteur, soit l'acquisition, la prospection et la mise en valeur de propriétés minières. Toutes les activités de la Société sont menées au Canada.

Jugements, estimations et hypothèses comptables significatifs

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

- Dépréciation d'actifs de prospection et d'évaluation (note 4 et 7).
- Impôts sur le résultat et impôts différés (note 4).
- Continuité d'exploitation (note 1).
- Crédit d'impôt relatif aux ressources et crédit d'impôts miniers (note 4).

ATTESTATION DE L'INFORMATION PRÉSENTÉE DANS LES DOCUMENTS INTERMÉDIAIRES

Le président et chef de la direction et le chef des finances ont signé les attestations de base officielles pour émetteurs émergents, tel que requis par le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, confirmant l'examen, l'absence d'information fausse ou trompeuse et l'image fidèle des documents intermédiaires déposés.

Le président et chef de la direction et le chef des finances ont confirmé avoir examiné les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion intermédiaire (collectivement, les « **documents intermédiaires** ») de la Société pour la période de six mois close le 28 février 2014.

Le président et chef de la direction et le chef des opérations financières ont confirmé qu'à leur connaissance, et avec la diligence raisonnable dont ils ont fait preuve, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires.

Le président et chef de la direction et le chef des finances ont confirmé qu'à leur connaissance, et avec la diligence raisonnable dont ils ont fait preuve, que les états financiers intermédiaires et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Les informations financières du tableau suivant sont tirées des états financiers intermédiaires résumés non vérifiés pour chacune des périodes indiquées.

ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION

	28 février (6 mois)	
	2014	2013
Solde au début	13 600 255 \$	14 550 507 \$
Ajouter :		
Forage	-	625
Étude de pré faisabilité et d'impact	(45 000)	(6 809)
Test métallurgique	75 555	-
Analyses	-	947
Frais généraux d'exploration	6 060	4 320
	36 615	(917)
Solde avant diminution	13 636 870	14 549 590
Crédit d'impôt relatif aux ressources	22 449	-
	22 449	-
Solde à la fin	13 614 421 \$	14 549 590 \$

COMPOSANTES IMPORTANTES

	28 février	
	2014	2013
États du résultat global		
Honoraires professionnels et de consultants	283 349 \$	475 809 \$
Rémunération et paiements fondés sur des actions	187 811 \$	85 074 \$

	28 février	
	2014	2013
États de la situation financière		
Actifs de prospection et d'évaluation	13 614 421 \$	14 561 303 \$

Les informations financières sélectionnées ci-dessous sont tirées de nos états financiers non audités.

DIVULGATION DES TITRES EN CIRCULATION (au 16 avril 2014)

Actions en circulation :	120 664 372
Options en circulation :	6 155 000
Prix de levée moyen :	0,15 \$

Date d'échéance	Nombre d'actions	Prix d'exercice
		\$
Octobre 2014	300 000	0,15
Janvier 2015	105 000	0,20
Mars 2015	400 000	0,40
Avril 2015	450 000	0,335
Août 2015	100 000	0,15
Septembre 2015	100 000	0,205
Mars 2016	1 250 000	0,30
Avril 2016	200 000	0,20
Janvier 2017	550 000	0,15
Mars 2017	450 000	0,20
Mars 2018	450 000	0,20
Août 2018	1 800 000	0,15
	<u>6 155 000</u>	

Bons de souscription en circulation :	3 951 500
Prix de levée moyen :	0,375 \$

Date d'échéance	Nombre d'actions	Prix d'exercice
		\$
Février 2016	2 441 500	0,375
Mars 2016	1 510 000	0,375
	<u>3 951 500</u>	

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société est sujette à une variété de risques, dont certains sont exposés ci-dessous. Si l'un des risques suivants se matérialise, les activités, les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société pourraient en être grandement affectés défavorablement.

Risques inhérents aux activités d'exploration minière. L'exploration minière implique un haut degré de risques. Seulement quelques propriétés qui sont explorées sont ultimement développées en mines productrices. Des formations inhabituelles ou imprévues, des feux, des pertes d'énergie, le manque de main-d'œuvre, des inondations, des glissements de terrain et l'incapacité d'obtenir la machinerie, l'équipement ou la main-d'œuvre appropriée sont d'autres risques impliqués dans la conduite de programmes d'exploration. La Société, de temps à autre, augmente son expertise interne d'exploration et d'opération avec des conseils de consultants ou autres, lorsque requis. La viabilité commerciale d'un gisement aurifère ou autre dépend de plusieurs facteurs incluant le coût des opérations, la variation de la teneur du minerai et les fluctuations dans le prix du minerai produit. Il n'y a aucune installation souterraine ou de surface sur les propriétés minières de la Société, ni aucun gisement connu de capacité commerciale. Tout programme réalisé sur une propriété de la Société constituerait une recherche exploratoire de minerai.

Titres de propriété. Bien que la Société ait pris des mesures diligentes afin d'obtenir les titres pour les propriétés minières dans lesquelles elle a un intérêt financier, et qu'au meilleur de sa connaissance, les titres de ces propriétés sont en bonne condition, cela ne constitue pas une garantie de titre. Les propriétés peuvent être assujetties à des ententes précédentes ou transferts non enregistrés, à des revendications territoriales des premières nations ou des gouvernements et au non-respect de dispositions réglementaires.

Permis et licences. Les opérations de la Société peuvent requérir des permis et licences de différentes autorités gouvernementales. Il ne peut y avoir d'assurance que la Société puisse obtenir tous les permis et licences qui peuvent être requis aux fins de l'exploration, du développement et des opérations minières sur ses projets.

Prix des métaux. Même si les programmes d'exploration de la Société sont couronnés de succès, des facteurs hors du contrôle de la Société peuvent affecter la mise en marché des minéraux découverts. Historiquement, les prix des métaux ont fluctué largement et sont affectés par de nombreux facteurs hors du contrôle de la Société, incluant la conjoncture internationale, économique et politique, les anticipations sur l'inflation, les fluctuations de taux de change, les taux d'intérêt, les modèles de consommations globales et régionales, les activités spéculatives et les niveaux de production mondiale. L'effet de ces facteurs ne peut pas être prévu précisément.

Compétition. L'industrie minière est intensément compétitive dans toutes ses phases. La Société est en compétition avec plusieurs compagnies possédant de plus grandes ressources financières et facilités techniques qu'elle pour l'acquisition d'intérêts miniers aussi bien que pour le recrutement et la rétention de personnel qualifié.

Règlements environnementaux. Les opérations de la Société sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement énoncées de temps à autre par les agences gouvernementales. Les lois environnementales impliquent des restrictions à l'égard de déversements, de l'émission de substances variées produites dans le cadre d'opérations minières, telles que l'infiltration de parcs à résidus qui résulterait en pollution de l'environnement. Cette législation peut résulter en l'imposition d'amendes et pénalités. De plus, certains types d'opérations nécessitent la soumission et l'autorisation d'avis d'impact environnemental. La réglementation environnementale évolue, ce qui signifie que les standards sont plus stricts et que les pénalités pour non-conformité sont plus rigoureuses. Les approbations environnementales des projets proposés comportent un degré élevé de responsabilité pour les compagnies et les administrateurs, officiers et employés. Le coût de conformité aux changements ou règles gouvernementales a le potentiel de réduire la rentabilité des opérations. La Société entend pleinement se conformer à toutes les règles environnementales.

Conflits d'intérêts. Certains administrateurs ou administrateurs proposés de la Société sont aussi administrateurs, dirigeants ou actionnaires d'autres compagnies qui sont aussi engagées dans l'acquisition, le développement et l'exploitation de ressources naturelles. De telles associations peuvent provoquer des conflits d'intérêts de temps en temps. Les administrateurs de la Société sont requis par la loi d'agir honnêtement et en bon père de famille au meilleur intérêt de la Société et de dévoiler tout intérêt qu'ils pourraient avoir dans tout projet ou opportunité de la Société. Si un conflit d'intérêts

survient à une réunion du conseil d'administration, tout administrateur en conflit dévoilera son intérêt et s'abstiendra de voter sur ce point. Pour déterminer si oui ou non, la Société participera dans tout projet ou opportunité, les administrateurs considéreront premièrement le degré de risque auquel la Société s'expose et sa situation financière à ce moment.

Stade de développement. Les propriétés de la Société sont au stade d'exploration et à ce jour, aucune d'entre elles n'a un gisement prouvé de minerai. La Société n'a pas d'historique de revenus ou de retour sur investissement, et dans le futur, il n'y a aucune assurance qu'elle produira des revenus, qu'elle opérera à profit ou qu'elle procurera un retour sur l'investissement.

Conditions de l'industrie. Les opérations d'extraction et de traitement sont sujettes aux règles gouvernementales. Les opérations peuvent être affectées à différents degrés par les règles gouvernementales telles que des restrictions sur la production, des contrôles de prix, des hausses d'impôts, l'expropriation de propriété, des contrôles de pollution ou des changements aux conditions sous lesquelles le minerai peut être extrait, traité ou vendu. La vente du minerai peut être affectée par plusieurs facteurs hors du contrôle de la Société, tels que les règlements gouvernementaux. L'effet de ces facteurs ne peut pas être déterminé précisément.

Risques non assurés. Des risques tels que des conditions géologiques inhabituelles sont impliqués dans l'exploration et le développement de gisements miniers. La Société peut devenir responsable pour la pollution ou autres risques qui ne peuvent pas être assurés ou contre lesquels la Société peut choisir de ne pas s'assurer à cause des fortes primes ou pour d'autres raisons. Le paiement de telles responsabilités pourrait résulter en la perte d'actifs pour la Société ou l'insolvabilité de la Société.

Financement futur. La finalisation de futurs programmes peut requérir l'obtention de financement additionnel, ce qui peut diluer les intérêts des actionnaires actuels.

Employés clés. La direction de la Société repose sur quelques dirigeants clés et membres du conseil d'administration, dont la perte pourrait avoir un effet nuisible sur ses opérations.

Agence des Douanes et du Revenu du Canada. Aucune assurance ne peut être donnée à l'effet que l'Agence des Douanes et du Revenu du Canada soit d'accord avec la qualification des dépenses de la Société au titre de dépenses canadiennes d'exploration ou de dépenses canadiennes de développement ou l'admissibilité de telles dépenses au titre de dépenses canadiennes d'exploration sous la Loi de l'impôt du Canada.